

Par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique

3 avril 2025

Les rivalités entre les dirigeants politiques du Tigré menacent de faire dérailler le processus de réintégration du Tigré dans la structure fédérale de l'Éthiopie. Elles pourraient aussi rapidement dégénérer en un conflit plus large impliquant l'Érythrée et des acteurs régionaux.



Des personnes déplacées passent devant un drapeau tigréen dans le camp de déplacés de Tshehaye. (Photo : AFP/Michele Spatari)

L'escalade rapide des tensions autour de la direction de l'Autorité transitoire du Tigré a mis la région sur le qui-vive, avec la crainte que le différend ne dégénère rapidement en conflit régional. Plus de deux ans après le cessez-le-feu mettant fin au conflit entre le gouvernement éthiopien et le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qui a fait environ 600 000 morts, la région du Tigré reste très fragile : environ 15 % des 7 millions d'habitants de la région sont toujours déplacés à l'intérieur de leur propre pays.

La crise actuelle s'est aggravée au cours de l'année écoulée en raison des rivalités au sein du TPLF. Ces tensions se sont concentrées sur les critiques formulées par le dirigeant du TPLF Debretsion Gebramichael à l'encontre de son ancien adjoint, le président de l'Administration intérimaire du Tigré (TIA) Getachew Reda. Debretsion reprochait à Getachew et à la TIA la lenteur dans la mise en œuvre de l'Accord de cessation des hostilités (ACH), signé en novembre 2022, qui avait mis fin à deux ans de guerre entre le gouvernement fédéral et le TPLF. Debretsion a appelé à la dissolution de la TIA et tenté de saper son autorité. La TIA a été créée dans le cadre du COHA pour servir d'autorité intérimaire ; elle est chargée de guider la réintégration du Tigré dans la structure fédérale de l'Éthiopie. Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed avait chargé M. Getachew, en tant que haut dirigeant du TPLF jouissant d'une grande crédibilité auprès des Tigréens, de diriger l'organe intérimaire.

Afin de désamorcer les tensions croissantes, M. Abiy a annoncé le 26 mars que M. Getachew démissionnerait de son poste de président de la TIA. Son remplaçant n'a pas encore été nommé. Il reste à voir si cette décision désamorcera les tensions qui menacent de faire échouer la transition au Tigré.

L'escalade récente est due à un différend concernant le contrôle des Forces de défense du Tigré (TDF). Debretsion, le chef de longue date du TPLF, affirme que l'autorité sur les forces ne relève pas de la TIA. Getachew, qui représente un groupe de dirigeants plus jeunes du TPLF, dit cependant que si les TDF sont un organe neutre, elles sont administrées par la TIA dans le cadre de sa responsabilité de superviser le processus de démobilisation décrit dans le COHA. Getachew avait accusé la faction du TPLF dirigée par Debretsion de déstabiliser la région et de tenter un « coup d'État ».

La crise actuelle s'est aggravée au cours de l'année écoulée en raison des rivalités au sein du TPLF.

Les 11 et 12 mars, certains éléments des TDF se sont rangés du côté de Debretsion et ont pris le contrôle de la station de radio régionale et de la mairie de Mekelle, ainsi que de plusieurs villes le long de la frontière érythréenne, y compris certaines parties du district de Seharti et d'Adigrat, la deuxième plus grande ville du Tigré. Le 10 mars, Getachew a suspendu trois commandants des TDF tout en demandant l'aide du gouvernement fédéral. Il a également mis en garde l'Érythrée contre l'exploitation des troubles politiques du Tigré.

Le lieutenant général Taddesse Werede (l'un des deux vice-présidents de la TIA et chef du secrétariat du cabinet pour la paix et la sécurité) et le général Tsadkan Gebretensae (l'autre vice-président et ancien commandant des TDF) ont réaffirmé la neutralité des TDF. Tsadkan a averti que le Tigré ne pouvait pas se permettre une nouvelle guerre et que toutes les solutions pour éviter le conflit devaient être recherchées d'urgence. Ces propos font écho à l'opinion de nombreux Tigréens qui, craignant que la région ne retombe dans le conflit, ont commencé à stocker de la nourriture et à retirer de l'argent des banques.

Compte tenu de la proximité de l'Érythrée et des rapports selon lesquels des troupes érythréennes restent dans certaines parties du Tigré en violation du COHA, les craintes d'une intervention de l'Érythrée dans la lutte entre les dirigeants des factions tigréennes s'accroissent. Une augmentation soudaine des déploiements de troupes de la Force nationale de défense éthiopienne (ENDF) au Tigré pourrait également être perçue comme une provocation, entraînant une erreur de calcul et un conflit régional plus large. L'Érythrée, quant à elle, a fait savoir à ses citoyens qu'ils devaient se préparer à une éventuelle mobilisation.

LES TENSIONS AU TIGRÉ RISQUENT DE PROVOQUER UN CONFLIT ENTRE L'ÉTHIOPIE ET L'ÉRYTHRÉE



Remarque : les désignations des zones de contrôle sont fournies à titre indicatif et ne doivent pas être interprétées comme étant géographiquement précises.

LA LONGUE ESCALADE DES TENSIONS

Les conditions d'une confrontation pour la direction de la région du Tigré se mettent en place depuis un an.

Lors de son congrès en août 2024, Debretsion a été réélu à la tête du TPLF, alors que plusieurs membres importants, dont Getachew, ont été suspendus et finalement expulsés. M. Getachew a affirmé que les efforts de la TIA pour gouverner sans parti pris ont été perçus à tort par certains membres du parti comme une position anti-TPLF.

Depuis le mois d'août, la faction du TPLF dirigée par Debretsion nomme des administrateurs locaux parallèles dans toute la région et insiste pour que les dirigeants choisis par la TIA se retirent.

En septembre 2024, Debretsion a contesté l'affirmation de Getachew selon laquelle les TDF opèrent sous la direction de la TIA. Debretsion soutient que le commandement des forces armées outrepassé l'autorité de l'administration intérimaire. Bien qu'elle ne soit pas explicitement formulée, cette position considère que l'autorité sur les TDF relève en fait du TPLF.

En janvier 2025, 200 dirigeants des TDF ont appelé à la dissolution et à la reconfiguration de la TIA pour se ranger du côté de la faction du TPLF dirigée par Debretsion.

La suspension de trois mois du parti en février 2025 par la Commission électorale nationale d'Éthiopie (NEBE) pour n'avoir pas tenu d'assemblée générale dans le délai de six mois prévu dans le cadre de son réenregistrement conformément au COHA a également alimenté les griefs du TPLF.

MOBILISATION POUR LA GUERRE ?

Après avoir combattu aux côtés des forces du gouvernement fédéral pendant la guerre de 2020-2022 contre le TPLF, l'Érythrée continuerait à contrôler des parties des districts d'Irob et de Sheraro le long de la frontière érythréenne. La présence des forces érythréennes constitue une violation du COHA puisqu'il exige que toutes les forces étrangères quittent l'Éthiopie. Cette situation est une source de frustration pour les Tigréens et a renforcé les craintes que l'Érythrée ne joue un rôle de saboteur dans le processus de réintégration de la région du Tigré.

L'Érythrée continuerait à contrôler certaines parties des districts d'Irob et de Sheraro, le long de la frontière érythréenne.

Bien qu'il soit déjà mis à rude épreuve par les affrontements armés dans les régions d'Amhara et d'Oromia, le gouvernement fédéral aurait mobilisé des forces supplémentaires vers la région d'Afar, frontalière du Tigré et de l'Érythrée. Dans une allocution télévisée devant le Parlement, le Premier ministre Abiy a toutefois souligné que l'Éthiopie n'avait pas l'intention d'attaquer l'Érythrée, décrivant les Érythréens comme « un peuple fraternel et plein de bonté ».

Il a également réitéré l'engagement du gouvernement fédéral à soutenir la reconstruction de la région et à assurer une transition politique pacifique. Plutôt que de soutenir une faction politique spécifique au Tigré, M. Abiy a indiqué que le gouvernement souhaitait s'engager auprès de la TIA en tant qu'entité unifiée, indépendamment de ses dirigeants.

STATUT DU COHA

Depuis la signature du COHA entre le gouvernement fédéral et le TPLF, des progrès notables ont été réalisés avec le désarmement des armes lourdes, la mise en place d'une politique nationale de justice transitionnelle et l'élargissement de l'accès humanitaire à la plupart de la région. Toutefois, la lenteur perçue dans la mise en œuvre de certains aspects

du COHA est citée comme l'une des causes des tensions croissantes parmi les dirigeants politiques tigréens. Elles sont centrées sur 4 des 15 articles de l'Accord.

Article 5, paragraphe 3 – Accès à l'aide humanitaire : Retour et réintégration des personnes déplacées et des réfugiés

À la fin de la guerre, on estimait à 2,1 millions le nombre de personnes déplacées internes de la région du Tigré. Environ la moitié d'entre elles étaient retournées dans leurs villages d'origine ou avaient été réintégrées en janvier 2025, ce qui laisse environ 870 000 personnes déplacées internes à réinstaller. La plupart d'entre elles se trouvent dans la capitale régionale de Mekelle. Frustrées par les retards, les personnes déplacées internes à Mekelle ont protesté auprès des autorités régionales et fédérales pour qu'une solution soit trouvée.

Leur retour est compliqué par la question politique sensible de la région du Tigré occidental, d'où viennent nombre des personnes déplacées internes restantes. Cette région a été un foyer de conflit et a été le théâtre de certains des combats les plus violents entre les milices Amhara et tigréennes. Les autorités des deux régions revendiquent le territoire, que la région Amhara appelle Welkait-Tsege-Setit-Humera. Le statut du territoire contesté n'a pas été abordé dans le COHA, mais Abiy a proposé un référendum pour décider de son statut. La mise en œuvre de cette mesure est toutefois problématique, car de nombreux anciens résidents ont été déplacés et les villages sont désormais administrés par les autorités régionales d'Amhara, qui affirment que le territoire fait historiquement partie de l'Amhara.



Des personnes déplacées internes (PDI) se rassemblent sous la statue d'une colombe alors qu'elles vérifient leur nom pour les distributions de nourriture dans une école utilisée comme camp des PDI à Adwa, dans le Tigré (Photo : AFP/Michele Spatari)

Article 6 – Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)

Le désarmement des armes lourdes s'est déroulé rapidement après la signature du COHA et on considère généralement qu'il est achevé.

Dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu, le DDR devait s'accompagner du retrait du Tigré des forces étrangères et autres que celles des ENDF.

La démobilisation et la réintégration des troupes se sont toutefois déroulées plus lentement. En pratique, dans le cadre du COHA, la mise en œuvre du DDR doit être supervisée par les ENDF et les TDF avec des représentants de l'Union africaine (UA). La Commission nationale de réhabilitation, soutenue par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a identifié 274 000 membres des TDF (sur 372 000 ex-combattants au niveau national) à démobiliser. Parmi eux, 55 000 ont été démobilisés. 75 000 autres ex-combattants de la TPLF ont été identifiés lors d'une deuxième phase. Le processus a toutefois été retardé en raison d'un manque de financement et des dissensions politiques qui en ont découlé au sein du TPLF.

Dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu, le DDR devait s'accompagner du retrait du Tigré des forces étrangères et autres que celles des ENDF. Les troupes érythréennes continuant à tenir certaines zones frontalières du Tigré, cette question constitue toutefois un point de discorde majeur pour les Tigréens. La présence continue des forces Amhara dans la région contestée du Tigré occidental a encore amplifié ces griefs et l'anxiété des Tigréens.

Article 8 – Frontières internationales et installations fédérales

Le COHA exigeait que le gouvernement fédéral garantisse l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Éthiopie, y compris de la région du Tigré. Bien que moins visible que pendant le conflit, la présence continue des forces érythréennes dans les zones frontalières du Tigré, en particulier dans les districts d'Irob, de Gulomakada et de Sheroro, indique que cette disposition n'est pas encore pleinement respectée. Les habitants de ces districts affirment que les forces érythréennes enlèvent régulièrement des jeunes, ce qui perpétue un climat de peur.

Article 9 – Rétablissement de l'autorité fédérale dans la région du Tigré et représentation dans les institutions fédérales

La question sous-jacente est de savoir comment le TPLF sera réintégré dans le paysage politique de l'Éthiopie.

Selon les termes du COHA, une fois les autres conditions remplies, le gouvernement fédéral est chargé d'animer la réintégration et la représentation du Tigré dans les institutions fédérales nationales. La TIA a été créée pour gérer temporairement la région jusqu'à ce que ce processus soit achevé. Initialement prévu pour une durée de deux ans, le mandat de la TIA a été prolongé d'un an dans l'attente de la résolution des autres éléments du COHA.

La question sous-jacente à l'article 9 est de savoir comment le TPLF sera réintégré dans le paysage politique de l'Éthiopie. Le TPLF a été retiré de la liste des partis politiques légaux par la NEBE en janvier 2021, après le début des hostilités. Depuis la fin du conflit, le TPLF a demandé à plusieurs reprises à retrouver son statut juridique d'avant-guerre. Bien que la désignation du TPLF comme organisation terroriste ait été retirée en mars 2024, la NEBE insiste toujours pour que le TPLF se réenregistre en tant que nouveau parti politique dans le cadre du projet de loi révisé sur l'enregistrement des partis et la réforme de l'éthique, une obligation légale pour tous les partis. Les dirigeants du TPLF, sous la direction de Debretsion, rejettent toutefois l'idée d'un réenregistrement, estimant qu'il s'agit d'une atteinte aux droits de leur parti.

MÉDIATION PAR DES ACTEURS RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX

Le COHA a été signé sous les auspices de l'UA avec le soutien de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), des Nations Unies et des États-Unis. Afin de désamorcer les tensions, l'UA a convoqué les signataires et les médiateurs pour une discussion sur l'état d'application des dispositions en février 2025. L'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, médiateur principal de l'UA pour le COHA, a souligné que les questions non résolues devaient être abordées, mais qu'elles ne devaient pas compromettre ou inverser le processus de paix. Lors d'une séance ultérieure du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le sous-secrétaire général aux droits humains, Ilze Brands Kehris, a affirmé que les Forces de défense érythréennes restaient encore au Tigré malgré le mandat du COHA qui prévoyait leur départ, et a demandé leur retrait immédiat afin d'éviter de nouvelles atrocités et de faire dérailler le processus de paix. L'ambassadeur des États-Unis en Éthiopie, Ervin Massinga, s'est également rendu dans la région du Tigré pour souligner l'importance de résoudre les différends par un dialogue pacifique.

Avec de multiples acteurs armés à proximité, le risque d'erreur de calcul et de provocation par des fauteurs de troubles politiques est élevé.

RISQUES D'UN CONFLIT RÉGIONAL

Comme l'a montré le conflit de 2020-2022 dans le Tigré, une reprise de la violence pourrait rapidement dégénérer et avoir des conséquences dévastatrices pour le Tigré et la Corne de l'Afrique. Les voisins de l'Éthiopie sont plus instables qu'en 2022, ce qui risque d'entraîner des conséquences graves et inattendues. Le Soudan, le Soudan du Sud et la Somalie sont tous confrontés à des conflits majeurs. La guerre entre généraux rivaux au Soudan est devenue la pire crise humanitaire au monde. La régionalisation du conflit soudanais, avec divers États du Golfe et d'autres acteurs extérieurs fournissant des armes et des fonds à chaque partie, a considérablement augmenté les coûts et la durée de ce conflit. Si une dynamique similaire devait émerger dans un nouveau conflit au Tigré, l'Éthiopie et la Grande Corne pourraient être déstabilisées pendant des années, ce qui compromettrait les progrès économiques significatifs et les investissements dans la reconstruction qui ont été réalisés depuis 2022.

Ni l'Éthiopie ni l'Érythrée ne semblent rechercher une escalade. Cependant, avec de multiples acteurs armés à proximité, le risque d'erreur de calcul et de provocation de la part des fauteurs de troubles politiques est élevé. Cette situation est encore compliquée par le fait que l'Éthiopie cherche à obtenir un accès portuaire maritime plus prévisible pour soutenir ses relations commerciales en expansion, un objectif que l'Érythrée considère comme une revendication potentielle sur son port d'Assab, sur la mer Rouge.

Les tensions croissantes générées par les rivalités entre les différentes factions du TPLF semblent proches d'un point d'inflexion et ont renforcé l'importance d'un engagement urgent des médiateurs du COHA. Les tentatives de résolution des injustices immédiates et valables des Tigréens s'inscrivent dans un contexte plus large de recherche d'une voie mutuellement acceptable pour la réintégration du Tigré dans le modèle de gouvernance fédérale ethnique de l'Éthiopie. Ces efforts nécessiteront un dialogue soutenu entre les dirigeants éthiopiens et tigréens, ce qui prendra du temps. La création du temps et de l'espace nécessaires à la progression de ce processus est donc l'objectif le plus important à court terme pour les médiateurs.